

Jeudi 31 janvier 2013 tous en grève et en manifestation pour défendre nos droits et nos revendications :

- “ **La revalorisation de la valeur du point d'indice**
- “ **L'abrogation du jour de carence**
- “ **L'arrêt des suppressions d'emplois**

La FSU FINANCES appelle les fonctionnaires du ministère des Finances à se mobiliser car il y a urgence à se faire entendre.

Seul un mouvement de grève massif est indispensable pour obtenir satisfaction et gagner **sur l'ensemble de nos revendications.**

Nos rémunérations, nos promotions, nos conditions de travail, nos statuts, nos missions, sont en grave danger.

Les agents et les services sont au bord de la rupture, les conditions de travail se dégradent de plus en plus, les salaires ne augmentent pas, les traitements et primes sont gelés, les effectifs sont en baisse constante .

La valeur mensuelle brute du point d'indice servant au calcul de nos traitements est **inchangée depuis le 01/07/2010.** Elle est de 4,63 euros environ par mois.

Inflation a galopé :

- **2012 : + 1,3 %,**
- **2011 : + 2,5 %,**
- **2010 de juillet à décembre : +0,4 %.**

Au 1^{er} janvier 2013 : **8,76 %.** 2014 : 9,08 %, 2015 : 9,40 %, 2016 : 9,72 %, 2017 : 9,99 %, 2018 : 10,26 %, 2019 : 10,53 % . A compter de 2020 : **10,80 %.**

Les cotisations retraites ont augmenté et ce n'est pas fini :

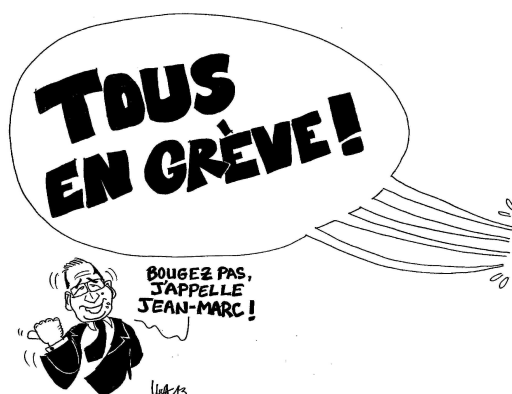
Chaque année un prélèvement supplémentaire est opéré sur nos traitements et ceux pendant 10 ans. (le 1^{er} janvier de chaque année).

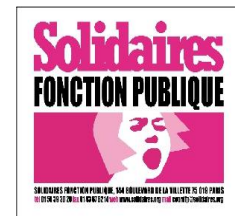
Rappel :

1/01/2010 taux : 7,85 %, 1/01/2011 : 8,12 %, 1/01/2012: 8,39 %, 1/11/2012: 8,49 %.

En seulement 2 ans et demi, votre salaire net (hormis) une promotion, ou avancement d'échelon) **aura diminué de 5,11%** (sans compter les augmentations de cotisations mutuelles ni les journées de carence en cas de maladie).

Nous, agents de la Fonction Publique, sommes concernés pour toutes ces raisons. Agissons et rassemblons nous massivement le 31 janvier 2013.





Journée de grève dans la Fonction publique le 31 janvier 2013 : le changement, c'est l'action !

La Fonction publique et les services publics sont indispensables pour tous les citoyens. Or, la situation s'est dégradée ces dernières années pour les personnels comme pour les usagers. Il est urgent et indispensable maintenant de changer de cap ! Et la crise ne peut pas servir de prétexte pour ne pas répondre aux légitimes revendications des agents publics.

Alors que des discussions sont en cours dans le cadre d'un agenda social de la Fonction publique, le gouvernement doit permettre à la Fonction Publique et aux services publics de jouer tout leur rôle.

Leur action est un puissant moyen pour lutter contre les inégalités et les injustices sociales. Le rôle de l'État est aujourd'hui de donner les capacités d'agir pour améliorer la qualité des services rendus à tous les usagers sur l'ensemble du territoire et dans le même temps d'améliorer les conditions de travail et de rémunération des agents.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires appellent les agents de la Fonction publique à une journée de grève le 31 janvier prochain et à participer aux initiatives locales de mobilisation (rassemblements, manifestations...). Elles considèrent que les enjeux nécessitent une intervention la plus large possible des personnels. C'est pourquoi, elles poursuivent les contacts avec toutes les organisations syndicales de la Fonction publique pour une mobilisation massive le 31 janvier et pour construire ensemble les suites nécessaires.

Le 31 janvier, elles porteront des revendications pour :

- l'emploi en exigeant un moratoire immédiat sur les suppressions de emplois et des créations partout où cela est nécessaire,
- les salaires et le pouvoir d'achat en exigeant notamment une augmentation urgente de la valeur du point d'indice,
- l'abrogation du jour de carence,
- l'amélioration du fonctionnement de la Fonction publique et des services publics.

Autant d'exigences que nous défendrons ensemble le 31 janvier pour peser sur les négociations à venir et en particulier sur la réunion du 7 février prévue avec la Ministre concernant les rémunérations.

Paris le 10 janvier 2013